URGENCE ECOLOGIQUE ET URGENCE SOCIALE

Devant l'urgence de la situation sur le plan social et environnemental, nos organisations font le choix d'agir pour une véritable politique écologique et sociale. Naturellement, nous nous inscrivons donc dans les initiatives prévues dans la période du 20 au 27 septembre 2019 autour des enjeux sociaux, climatiques et de paix.

Si les différents gouvernements en Europe et dans le monde n'agissent pas rapidement, les conséquences sur notre planète, notre environnement, notre santé, tout simplement sur notre avenir seront irréversibles. Ainsi, ce sont déjà des millions de personnes qui sont contraintes à la migration, pour des causes climatiques et économiques.

Il n'y a pas de justice sociale sans justice écologique, les 2 sont indissociables. Ce sont, principalement, les personnes les plus précaires et les jeunes qui sont directement confronté.es aux conséquences de la crise sociale et écologique sans précédent.
Chaque attaque sur les droits des travailleuses et travailleurs ne fait qu'aggraver cette situation. C'est une réponse collective et non une culpabilisation individuelle qu'il faut apporter à la situation actuelle. Cela engage donc la responsabilité des États et du patronat au service du capitalisme.

Aujourd'hui, les 100 plus grandes compagnies mondiales sont responsables de 70% des émissions de gaz à effet de serre et 1% de la population la plus riche a une empreinte carbone 40 fois supérieure aux 10% les plus pauvres.

Ce sont, avant tout, les modes de productions, de transports et de consommation qu'il faut faire évoluer. Cela passe notamment par la rénovation énergétique des logements, le développement des circuits courts et de l'emploi local.
Une autre répartition des richesses, avec plus de justice sociale et fiscale est indispensable.
Or, hausse de la précarité, baisse du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population, réforme des retraites, de l'assurance chômage, politiques en direction de la jeunesse… visent à creuser encore les inégalités et accentuent la pauvreté.

Pour répondre à l'urgence sociale et climatique, une autre politique est indispensable. Cela passe par l'amélioration des conditions de vie et de travail, dans le respect de l'environnement.
Aussi :

- **Assurer des services publics de qualité et de proximité sur l'ensemble du territoire**
- **Développer des politiques agricoles et industrielles conjuguant les enjeux sociaux et environnementaux ; anticiper les reconversions nécessaires en terme d'emploi et de protection des salarié.es**
- **Contrôler les aides publiques données aux entreprises et exiger des résultats**
- **Avoir une véritable politique publique de relocalisation de la production favorisant l'accès de toutes et tous à des produits fabriqués de façon responsables à prix réduits**
- **Développer, favoriser une autre économie plus durable, responsable et égalitaire**
- **Cesser immédiatement les mesures rétrogrades écologiquement et socialement (privatisation des aéroports, suppression du train des primeurs, projet Europa city…)**

Les signataires appellent à participer sous différentes modalités d'action aux initiatives, dans la période du 20 au 27 septembre, alliant justice sociale et écologique.

Montreuil, le 3 septembre 2019